

Ecole Laïque et Bourgeoisie

NOUS avons vu précédemment dans quelles conditions l'école publique s'était imposée en France. Consciente de l'importance d'un enseignement primaire permettant de dispenser le minimum des connaissances imposées aux producteurs par le développement des techniques, soucieuse de donner une formation morale et civique, la bourgeoisie républicaine de 1880 impose à l'Église la laïcité.

Avec la création du M.R.P. la bourgeoisie française de 1945 montrait pourtant clairement sa mutation radicale en matière idéologique. La Libération avec ses Comités posait le problème du pouvoir; la bourgeoisie discréditée se demandait comment, après avoir misé dans sa grande majorité sur Pétain, elle pourrait retrouver sa place dans la 4^e République. Le M.R.P. fut (avec De Gaulle) son instrument. Pour la première fois un grand parti ouvertement clérical (nous ferons le parti avec les curés disait Bidault) prend la relève des vieux partis bourgeois. On a dit souvent justement, qu'on avait loupé le coche à la Libération. On peut appliquer la formule au problème de l'école dans la mesure où le refus de nationaliser à cette époque l'enseignement fut un aspect de cette défaite plus générale due à la démission des directions ouvrières. Aussi est-il tragi-comique de voir, en 1950 puis en 1959 nos laïques brevetés planer sur la rupture de la paix scolaire comme s'ils n'en étaient pas responsables et... comme s'il pouvait y avoir une paix scolaire ! D'autant plus qu'on ne saurait dire qu'il y ait eu surprise : le M.R.P. annonçait sa couleur !

A la première occasion donc, le compromis scolaire s'effondrait : les lois Marie-Barangé ouvraient « la première brèche par où le reste devait passer » (l'expression est de Maurice Schumann). Puis la crise du capitalisme français ayant amené avec l'élimination du régime parlementaire, l'arrivée de l'État fort gaulliste, il revenait à l'U.N.R. de continuer l'œuvre des anciens partis bourgeois et ce fut la loi Debré.

Toutes ces lois se succédèrent accompagnées des jérémiades de nos laïques à la recherche de positions de défense de plus en plus en retrait. Ce qui amène au C.N.A.L.

Le C.N.A.L. est dirigé par les syndicats d'enseignants (SNI-FEN) et la Fédération des parents d'élèves (Cornec) qui sont des mouvements de masse. De plus la Ligue de l'Enseignement et les délégués cantonaux y participent. Le Comité décide des mots d'ordre, des formes d'action et demande ensuite aux partis et syndicats de s'y associer et de participer à la campagne. Officiellement on justifie la méthode en disant que c'est la seule qui permet de mobiliser tous les laïques et d'éviter la « politisation du problème ». La réalité est que cette forme permet de remettre la direction du mouvement au courant réformiste majoritaire dans les cinq composantes du C.N.A.L. La S.F.I.O. pouvait ainsi se donner une bonne conscience laïque tout en s'acquiesçant avec les cléricaux dans la fameuse troisième force. Le P. C., d'assez mauvaise grâce, accepta la formule qui permettait malgré tout, l'existence du seul cadre où les contacts avec les socialistes pouvaient se faire. La présence des radicaux prouvait que la défense laïque n'était pas une affaire de classe. Dernier venu, le P.S.U. adoptait cette méthode tout en se livrant à quelques acrobaties idéologiques destinées à satisfaire son aile chrétienne. L'œuvre essentielle fut sur le plan national la campagne de pétitions contre la loi Debré dont le couronnement fut le Rassemblement de Vincennes en juin 1960.

Or que nous montre une étude un peu sérieuse ? D'abord le C.N.A.L. peut tout au plus compter le parti radical comme parti bourgeois. Il se raccroche désespérément à l'idée d'une bourgeoisie voltairienne (aussi préhistorique que les fameux « autres républicains » chers au P.C. dans sa lutte contre De Gaulle). Et quels radicaux ? Une loi porte le nom de « Marie » alors valoisien; les radicaux mendésistes font échouer l'abrogation de la loi Barangé; en décembre 1959 sur la loi Debré, sur 18 radicaux : 3 votent « pour » et 7 s'abstiennent ! Mais il faut maintenir cette caution bourgeoise pour prouver que la lutte laïque n'a rien à voir avec la lutte de classe ! Dans ces conditions l'action du C.N.A.L. et des partis soutenant avait autant de chances de succès que lorsque ces mêmes partis s'en remettaient au gouvernement républicain de Pflimlin lors du 13 mai ! L'action de 1960 aboutissait à une impasse. Que faire de nos 11 millions de signatures dès l'instant où on ne s'assignait pas d'autre but que celui de poser le problème de l'École devant la Nation ? En 1961-62 reprenait la petite activité retardatrice, nécessaire et valable certes, mais qui n'avait aucune perspective. Puis en 1963, c'est le silence alors que l'État gaulliste continue sur sa lancée : reconduction de la loi Barangé, subventions à l'Institut Catholique, démantèlement de l'enseignement public...

Responsables laïques, politiques et syndicaux continuent à dénoncer, clament (mais à qui font-ils peur ?) qu'ils veulent accentuer la lutte pour l'abrogation des lois anti-laïques (comme ça ?... sans toucher à De Gaulle ?...) et préparer la nationalisation de l'enseignement (qu'ils ont été incapables de réaliser quand ils étaient de loin les plus forts !). Et voilà qu'avec son projet de Réforme le pouvoir jette la pomme de discorde entre enseignants entre lesquels des discussions graves dont nous n'avons pas fini de mesurer les conséquences viennent d'éclater.

Dans ce domaine également la lutte pour une véritable réforme de l'enseignement passe par la mise en cause du régime. Le plan Langevin-Wallon offre à cet égard une base excellente dans la mesure où il peut être considéré comme une étape de la transition vers le socialisme. Défense de l'école publique, réforme Langevin-Wallon peuvent servir de mots d'ordre à une campagne qui serait efficace dans la mesure où elle s'attaquerait aux fondements mêmes de la société française de 1963 c'est à dire si la laïcité s'insérait dans des perspectives (et une pratique) révolutionnaire. Tant qu'elle sera considérée comme un principe en soi indépendant de la lutte des classes, le combat laïque ne saurait mener qu'à des défaites.

GERARD.

GILLES MARTINET THÉORICIEN...

Martinet, nous l'avons vu, Voir l'Internationale n° 7 et 8, est partisan d'interrompre le cours des révolutions que la théorie veut ininterrompue, en attente du socialisme en Europe. Voyons là son programme, sa quatrième souris.

Quatrième souris

Label Martinet sur les Etats-Unis Socialistes d'Europe

C'est la partie la moins mauvaise du livre de Martinet. Cela tient sans doute à ce qu'il s'est ici, pour l'essentiel, contenté d'apposer son sceau sur le vieux mot d'ordre communiste (et trotskiste) d'Etats Unis Socialistes d'Europe. Curieusement, sa perspective de luttes sociales menées conjointement par tous les travailleurs européens n'est pas dans le programme que parrainait Martinet au congrès de son parti, mais emprunté presque mot à mot à ses adversaires « socialistes-révolutionnaires ». Ce radicalisme exceptionnel n'est d'ailleurs que de surface : les problèmes de la prise du pouvoir renvoient aux conceptions de Martinet sur l'État que l'on conquiert dans les Chambres économiques.

De plus, la constitution d'une Europe socialiste poserait le problème de l'intervention américaine. Martinet voit le danger. Il croit même devoir légitimer le mythe des partis communistes italien et français ne prenant pas le pouvoir en 1944, paralysés qu'ils auraient été par la crainte de cette intervention. Martinet a oublié que certains traités de Yalta et de Postdam avaient accordé la France et l'Italie en partage à l'impérialisme, et que les P.C. étaient très obéissants sous Staline. Maintenant, comment Martinet va-t-il conjurer ce danger ? En proclamant que les Etats Unis Socialistes d'Europe seront neutres et neutralistes.

La découverte par Martinet que nous sommes à l'« ère des continents », l'empêche de voir que la lutte de classes est une affaire mondiale; et que la meilleure garantie de non intervention contre une Europe en marche vers le socialisme ne peut se trouver que dans l'action de classe des travailleurs américains que Martinet a oublié dans leur coin de planète, réservé par son marxisme à l'impérialisme éternel.

Le radicalisme de Martinet en matière de luttes européennes cache encore une autre dérobade. Il décroche qu'à l'heure présente la lutte unie ne peut être que syndicale, c'est que, en Europe comme dans le cadre restreint de la France, Martinet subordonne l'action politique à l'embrassade générale des vieux partis mais, si un front socialiste-communiste européen est impossible, comment un front des syndicats dominés par les partis le sera-t-il ? Les minorités ne doivent-elles pas donner l'exemple ? Martinet est défaitiste, non seulement au compte de sa propre organisation, mais aussi au compte de tout ce qu'il y a de vivant, de renaissant, en dessous des vieilles bureaucraties. En période de paix, il croit impossible ce que firent les zimmerwaldiens en temps de guerre. C'est trop modeste sans doute pour un Martinet, c'était bon pour un Lénine !

Cinquième souris

Une organisation politique originale

Là, Martinet est sur son terrain. Il est un des fondateurs de la Nouvelle Gauche (après l'échec du premier P.S.U. « l'unitaire ») il a été dirigeant de l'Union de la gauche socialiste, puis du P.S.U. Aussi commence-t-il par écraser ses adversaires : « Les uns rêvaient d'un parti communiste qui se montrerait fidèle à l'esprit de Lénine, les autres d'un parti socialiste qui serait à nouveau digne de ses grands fondateurs. Certains ajoutaient qu'il fallait reprendre le meilleur des deux traditions, mais aucun ne songeait à créer un courant politique véritablement original. »

Aucun, sauf, bien entendu, le génial Martinet. Enfin, il vint. Et du double refus naquit l'« idéologie du neutralisme ». « Encore plus ou moins confuse », ajoute-t-il. Et oui, et comment en aurait-il été autrement d'un *neutralisme entre les classes*. Martinet ne dit pas si son idéologie s'est débarrassée de la confusion qui déparait son originalité. Mais le livre répond pour lui, la confusion demeure, elle est intrinsèque à l'originalité. Et cela apparaît surtout, précisément, sur le problème de la conception de l'organisation.

C'est un problème théorique clef de notre temps. Trotsky disait : « la crise (historique) de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire ». Autrement dit, les problèmes d'organisation de l'avant-garde sont les problèmes majeurs de ce temps. Parmi les militants qui retournent ces problèmes depuis vingt ans et plus, qui les vivent, souvent douloureusement, et avec des fortunes diverses, peut-être n'en est-il pas un qui oserait assurer qu'il est sûr d'avoir la bonne solution. Sauf Martinet qui est partisan de tout changer.

Mais, fâcheusement, il commence par proclamer : « il ne s'agit plus de dénoncer les trahisons du présent pour mieux faire revivre les heures glorieuses du

passé. Il s'agit de mettre en lumière les scléroses qui accompagnent (et expliquent) ses trahisons... » Le problème est parfaitement posé... sur la tête. Les scléroses, à l'en croire, ne doivent pas s'expliquer par les trahisons, mais les trahisons par les scléroses, d'où : ne cherchons pas l'origine — politique — des trahisons, mais cherchons la formule organisationnelle — administrative — qui empêche la sclérose. D'un problème politique, Martinet a fait de la construction du parti un problème technique.

Partant de là, Martinet se met à cheval sur une double voie (position inconfortable) : d'une part, réforme intérieure du P.C. et de la S.F.I.O., d'autre part, constitution d'un tiers parti fondé sur les « couches sociales les plus directement concernées par l'évolution du capitalisme moderne et par le dirigisme qu'il introduit dans l'économie », en clair, les nouvelles classes moyennes techniques et administratives qui, selon Martinet, « constituent... un véritable secteur d'avant-garde ». C'est cette nouvelle avant-garde qu'il offre comme objectif au P.S.U., abandonnant la classe ouvrière « traditionnelle » aux vieux partis,

Le gros des éléments du P.S.U. qui se sont ralliés au « marxisme de notre temps » sont les militants chrétiens auxquels Martinet sacrifie le matérialisme dialectique, renvoyé au domaine des affaires privées. Inversement, Martinet ne demande pas à ces chrétiens de rompre leurs liens avec les organisations politiques que dirige ou contrôle la hiérarchie catholique.

En revanche, tout ce qui n'est pas d'accord avec Martinet sur sa gauche (ça fait beaucoup de monde) est copieusement insulté dans le plus strict anonymat — méthode à la fois élégante et pratique. Tout y passe : ses adversaires sont des romantiques irrédigés, des bigots du révolucionnarisme, « certains d'entre eux ont été longtemps fascinés par Staline » (sic — Martinet, lui, faisait semblant, comme Ilya Ehrenbourg); ils ont fait aussi des alliances contre nature avec Mendès-France (Nous imaginons que, dans le P.S.U., certains ont dû être soufflés et penser : « pas cela, ou pas vous »); enfin, ils vivent du fric de leur papa. Qui sont ces gens ? Nous croyons comprendre qu'il s'agit surtout d'une attaque contre les militants des réseaux de soutien. Martinet se venge comme il peut de jeunes qui appartiennent sans doute pour la plupart à la petite bourgeoisie, qui n'ont à coup sûr pas une grande formation marxiste, qui ont peut-être trop cru à la chute de De Gaulle comme conséquence de l'indépendance algérienne, et qui doutent trop (mais moins que Martinet) des prolétaires de France comme d'Europe, mais dont le principal tort est surtout d'avoir eu plus de courage que Martinet.

Le marxisme s'est-il arrêté ?

Nous en avons fini avec la portée de souris (même pas la demi-douzaine) accouchée par le mont Martinet. Cet immense effort était justifié par l'arrêt du marxisme. Sartre, à qui l'on doit la formule, n'a pas vu que si le marxisme s'était effectivement arrêté, cela aurait signifié qu'il était mort, c'est-à-dire que l'histoire l'avait tué en tant qu'erreur. S'il avait vu juste, la tâche aurait consisté, non à le ressusciter, mais à trouver les véritables lois de l'Histoire manquées par le marxisme.

La vérité, c'est que ce n'est pas le marxisme qui s'est arrêté, ce sont les marxistes qui ont été arrêtés (déportés et fusillés) par Staline. Le marxisme (et léninisme) est passé dans le camp de l'opposition. Le marxisme de notre temps s'est appelé alors trotskisme. Il a ajouté au capital théorique déjà assimilé en 1924, non seulement la théorie de la révolution permanente, mais la théorie de l'État ouvrier dégénéré, la théorie du bonapartisme et du fascisme, la conception du programme de transition, etc...

Cela est si vrai que Martinet et le P.S.U. ne vivent que des miettes — en général assez mal assimilées — de l'œuvre de Trotsky et des trotskystes.

Les trotskistes seraient-ils donc à eux seuls tout le marxisme ? Ils ne sont pas si sectaires. La révolution enrichit sans cesse le marxisme. Non en elle-même : les faits n'enseignent rien par eux-mêmes, ils n'ont pas d'âme tant que les hommes ne leur en donnent pas une en les pensant et en en tirant des conclusions théoriques. Le marxisme s'est enrichi des écrits de Moshé Pijade, de Mao Tsé Toung; et les discours de Castro enseignent le vrai marxisme de notre temps aux masses latino-américaines. Même en U.R.S.S., malgré la réaction bureaucratique, la pensée marxiste ne s'est pas arrêtée, vit sous la dalle et se réfugie dans des domaines annexes à la politique. Henri Lefebvre, chez nous, empêché par le carcan stalinien de donner tout ce dont il était capable, a irrigué le marxisme de ses travaux sur la vie quotidienne. Toute une école de jeunes historiens ne se contente plus aujourd'hui d'emprunter au marxisme mais font œuvre de vrais marxistes dans des secteurs où les grands militants n'avaient jamais eu le temps de se reposer.

Dans cet effort collectif, qu'est Martinet ? Rien. Ce prétend-il être ? Tout. Il se gonfle, se gonfle... et fera peut-être encore un peu illusion dans la médiocrité inouïe de la littérature politique de la gauche officielle. Mais son destin de « gonflé » sera éphémère, et, sans en avoir la beauté, il finira par éclater comme une bulle de savon.

M. LEUWEN.